

Sud éducation

L'école n'est pas
une entreprise
L'éducation n'est pas
une marchandise

numéro 25
octobre-novembre 2007

Union
Syndicale
Solidaires

Expression des syndicats membres de la Fédération Sud éducation

PROTECTION SOCIALE P.2

Retraites ! «Notre» MGEN à nous.

C'EST LA LUTTE P.3

Ils font ce qu'ils ont prévu... en pire.

HIERARCHIE P.4

Récit d'une victoire/ Soutien à Patrice Paul

EN LUTTE P.5

Le chiffre tue/ IATOSS : augmentation de salaire

SUPÉRIEUR P.6

La recherche a-t-elle un avenir ?

PREMIER DEGRÉ P.7

Rythmes scolaires /Résistances...

SOUS PRESSION P.8

Lettre au président / Le monarque à Blois

Encart jeté en aléatoire pour certains destinataires

Quelles que soient les suites judiciaires de l'affaire Gautier-Sauvagnac, elle aura au moins eu le mérite de nous défaire d'une illusion. La corruption patronale n'a jamais cessé, et ce malgré les lois d'autoamnistie sur le financement des partis politiques adoptées au début des années 90. Comment alors s'étonner que les revendications du MEDEF aient été systématiquement satisfaites ces dernières années ? Comment s'étonner de l'accélération des réformes par un gouvernement largement composé de grands avocats d'affaires, à l'instar du président Sarkozy lui-même ? Comment s'étonner que, malgré une croissance en berne et ses effets prévisibles sur les finances publiques, cette majorité se soit empressée d'offrir 15 milliards d'euros d'avantages fiscaux aux plus grosses fortunes du pays ?

Mais le scandale ne s'arrête pas là. La casse des retraites, dont celle des régimes spéciaux n'est qu'un pan mineur, la loi Péresse dite de Liberté et de responsabilité des universités, l'instauration de franchises médicales, la création d'assurances individuelles pour la vieillesse dépendante ou encore le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux créent artificiellement les conditions d'exploitation de nouveaux marchés : santé, protection sociale, éducation, poste, énergie ou transport ferroviaire doivent s'ouvrir à la concurrence, et vite, pour accroître le taux de profit des actionnaires. Mais qui peut vraiment penser que ce soit dans l'intérêt des personnels et des usagers ?

Nous avons à l'évidence tous beaucoup à y perdre, à commencer par les travailleurs de la Fonction publique : c'est notre salaire différé, constitué par nos cotisations de retraite, qui va drastiquement diminuer ; c'est le pouvoir d'achat immédiat du plus grand nombre qui va stagner avec la rémunération "au mérite" ; c'est notre charge de travail qui va s'accroître du fait de la baisse du recrutement, de la multiplication des tâches et des heures supplémentaires ; c'est enfin notre combativité collective qui risque d'être érodée par l'individualisation des carrières, le renforcement du pouvoir hiérarchique, le développement des contrats de droit privé et la limitation du droit de grève.

Mais les usagers ne seront pas mieux lotis. Progressivement transformés en clients, aux droits strictement proportionnels à leur solvabilité, ceux qui en auront les moyens seront détournés vers le secteur marchand tant la qualité du service public aura sciemment été



dégradée. Pourtant, les politiques de libéralisation menées à l'étranger montrent que l'offre privée n'est guère meilleure : augmentation des prix, disparition de leurs retraites par capitalisation pour les salariés d'Enron et coupures d'électricité géantes aux Etats-Unis, déraillement de trains vétustes en Grande-Bretagne, niveau scolaire déplorable en Belgique où la part de l'enseignement privé confessionnel est la plus élevée d'Europe...

Au moment où les attaques contre l'Education nationale se multiplient, ce serait donc une erreur historique que de nous enfermer dans une défense strictement corporatiste. Car nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins où se décide notre avenir et celui de nos enfants. Aujourd'hui encore, la personne humaine a une valeur indépendante de son activité économique. Elle lui donne accès à un service public de qualité et droit à des prestations, y compris quand elle ne "produit" rien. Demain, si nous ne nous y opposons pas, l'être humain ne sera réellement plus qu'une "marchandise animée" dont la vie dépendra exclusivement des fluctuations du marché. La loi Hortefeux, qui limite la régularisation des sans papiers aux seuls travailleurs des secteurs en pénurie de main-d'œuvre, relève déjà de cette logique inhumaine où les droits sont détachés de la personne pour varier en fonction de la situation économique. Ne nous y trompons donc

pas, la "rupture libérale" du président Sarkozy ne libérera que les plus nantis et multipliera les contraintes pour tous les autres, réduits à n'être plus traités que comme "ressources humaines" et "cibles marketing". Un combat commence donc qui sera assurément de longue haleine. Nous savons déjà que les grèves sectorielles justifiées par l'argument fumeux de la "lisibilité" ne suffiront pas, les journées d'actions ponctuelles non plus. Seule une mobilisation unitaire et durable fera reculer le gouvernement. Le 18 octobre, partout où cela était réalisable, nous avons su refuser le piège de la division corporatiste : nombreuses ont été les inter-syndicales qui ont, localement, lancé un appel à la grève pour construire sans attendre une première riposte interprofessionnelle. Une démarche entendue par les principales organisations syndicales* qui appellent nationalement à faire du mardi 20 novembre une journée de grève de toute la Fonction publique. À Sud éducation, nous allons tout mettre en œuvre pour contribuer à son succès et en prolonger la dynamique. Comme le martelait l'autre, pendant sa campagne électorale, «ensemble, tout devient possible»... Il ne croyait pas si bien dire !

À Saint Denis, le 23 octobre 2007

* Cftc, Cfdt, Cgt, Fo, Fsu, Unsa et Solidaires

IATOSS

Décembre 2007 :
élections CAPA et CAPN des
Personnels Administratifs

Le 4 décembre 2007, se dérouleront les élections en vue du renouvellement des Commissions Administratives Paritaires Académique (CAPA) et Nationale (CAPN) des personnels suivants : Adjoints administratifs, Secrétaire d'administration Scolaire et Universitaire (SASU), Assistant Social, Attaché, Conseiller d'Administration Scolaire et Universitaire (CASU), Médecin, Conseiller technique de service social.

Même si ces élections ne modifieront pas la situation matérielle des agents concernés, il est cependant primordial d'y participer. La politique néolibérale menée par ce Gouvernement a pour but le démantèlement du service public dans son ensemble : instauration du service minimum, décentralisation de nos collègues ouvriers, privatisation d'EDF-GDF, etc. La situation des personnels administratifs (en particulier pour ceux de catégorie C) est de plus en plus difficile : précarité accrue, faiblesse des salaires, surcharge de travail, introduction de la concurrence entre collègues (la procédure dite d'évaluation-notation est la preuve), etc. L'apparition massive de contractuels (CAE, AVS, etc.), la suppression de 11.200 postes en sont l'illustration concrète. Ne nous faisons aucune illusion : la décentralisation touchera tôt ou tard le personnel administratif.

Pour dire NON à la casse du service public et à la régression sociale institutionnalisée, nous participons à ces élections et appelons à voter le 4 décembre pour les candidats présentés par Sud Éducation.

Commission Iatoss